INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Bulletin

Investissements sous contrôle étranger FLASH

Perspectives 2012

Depuis l'année de référence 2004, la publication n° 61-232 de Statistique Canada, *Investissements étrangers et nationaux au Canada*, permettait de suivre l'évolution des investissements étrangers selon le pays de contrôle et l'industrie au niveau provincial. Étant donné que cette publication ne sera pas disponible cette année, l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) a élaboré une méthode permettant d'estimer les investissements étrangers au Québec. L'estimation se base sur la partie québécoise de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisation*, en prenant la part de l'investissement étranger par secteur en guise d'allocateur. Comme cette méthode diffère du modèle d'estimation général des dépenses en immobilisation de Statistique Canada, les résultats ne doivent pas être mis en relation avec les publications précédentes.

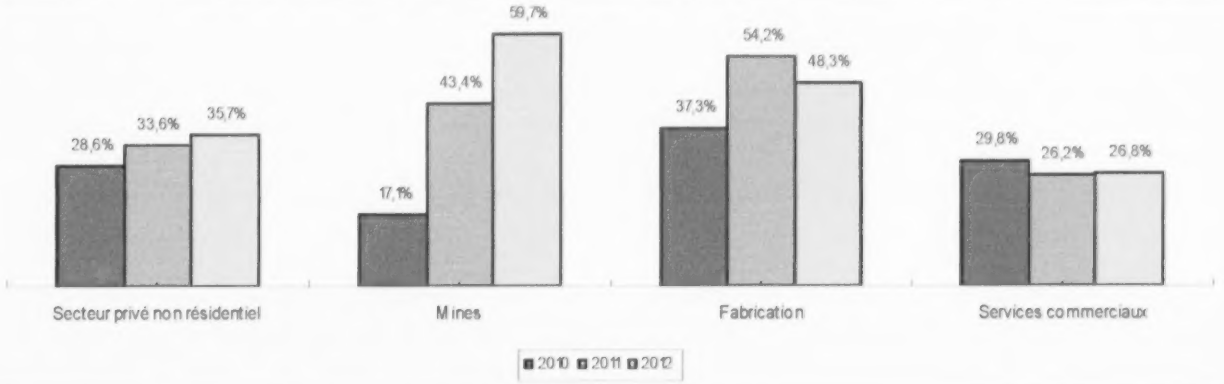
Investissements étrangers au Québec

Selon les perspectives 2012, les investissements sous contrôle étranger au Québec s'établissent à 9,2 G$, en croissance de 15,5 % par rapport à 2011. Ces investissements représentent un peu plus du tiers (35,7 %) du total des investissements privés non résidentiels (25,8 G$). En comparaison, la part des investissements étrangers dans l'investissement privé non résidentiel représentait 28,6 % en 2010.

L'analyse de l'investissement selon la composante démontre que c'est davantage en construction que la croissance des investissements étrangers se matérialise entre 2010 et 2012, passant de 1,3 G$ à 3,5 G$. Ce faisant, le poids des investissements étrangers dans le total de la construction non résidentielle est passé de 18,5 % en 2010 à 35,3 % en 2012. Les dépenses en immobilisation en machinerie et équipement faites par des entreprises étrangères, représentant bon an mal an le tiers de ces investissements, croissent plus modérément, passant de 4,8 G$ en 2010 à 5,7 G$ en 2012.

Au niveau des industries, l'investissement d'entreprises étrangères au Québec en 2012 se concentre principalement dans deux secteurs : l'extraction minière et la fabrication. Dans les deux cas, il s'agit d'augmentation notable depuis 2010 : les entreprises minières sous contrôle étranger ont investi 445,1 M$ en 2010 comparativement à 2,7 G$ en 2012, année pour laquelle les investissements étrangers sont même supérieurs aux investissements canadiens. Les investissements étrangers dans le secteur de la fabrication sont pour leurs parts passés de 1,2 G$ en 2010 à 2,4 G$ en 2012, mais seulement en 2011, les investissements étrangers ont surpassé les investissements d'entreprises canadiennes.

Figure 1
Part de l'investissement étranger selon le secteur d'activité économique, 2010-2012[1]



1. 2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires; 2012 : perspectives.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Québec

Tableau 1

Dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, perspectives 2012

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
	M$		
Canada	**6 455,0**	**10 111,7**	**16 566,7**
Pays étrangers	**3 528,8**	**5 688,7**	**9 217,5**
États-Unis d'Amérique	1 285,1	2 500,4	3 785,5
Union européenne[1]	717,0	1 461,9	2 178,9
Autres pays	1 526,7	1 726,5	3 253,2
Total	**9 983,8**	**15 800,4**	**25 784,2**

1. Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation.*
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Dans le secteur de services commerciaux, ce qui exclut les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale et les administrations publiques, les investissements étrangers avoisinent les 4,0 G$ pour la période de 2010 à 2012. Les investissements étrangers se concentrent dans le secteur de la finance et de l'assurance (1,4 G$ en 2012), des services immobiliers et des services de location et services de location à bail (612,1 M$), suivis des secteurs liés au commerce (commerce de gros : 606,9 M$, commerce de détail : 452,5 M$). En 2012, les investissements étrangers dans le secteur des services commerciaux représentent un peu plus du quart (26,8 %) de l'investissement total de ces industries.

Pour la période 2010 à 2012, les entreprises américaines sont les sociétés étrangères qui ont investi le plus au Québec (3,8 G$ en 2012). Les « autres pays », à savoir tous les pays excluant les États-Unis et l'Union européenne (27 pays), ont pour leur part investi 3,3 G$ dans les industries québécoises. L'Union européenne a pour sa part investi 2,2 G$, en légère décroissance après une année exceptionnelle en 2011.

RMR de Montréal

L'investissement étranger dans la RMR de Montréal s'élève à 2,9 G$ en 2012, dont 83,3 % (2,4 G$) sont attribuables aux dépenses en immobilisation, machinerie et équipement. Il s'agit d'une proportion plus grande que celle observée dans l'ensemble du Québec (61,7 %), phénomène attribuable au secteur minier, plus intensif en construction, qui est pratiquement absent dans la RMR de Montréal. La RMR de Montréal représente 31,3 % des investissements étrangers québécois, mais 42,2 % de l'investissement étranger en machines et matériel.

Tout comme pour l'ensemble du Québec, les entreprises américaines sont les entreprises étrangères ayant le plus investi dans la RMR de Montréal (1,3 G$), suivi des entreprises de l'Union européenne (902,1 M$) et des « autres pays » (691,2 M$). Respectivement, ces

Tableau 2

Investissement selon le pays de contrôle de l'entreprise par secteur du SCIAN[1], Québec, perspectives 2012

Secteur	Pays de contrôle		
	Canada	Étrangers	Total
	M$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	749,7	5,6	755,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	1 792,2	2 651,5	4 443,7
Services publics (22)	x	x	6 108,2
Construction (23)	1 191,4	10,8	1 202,1
Fabrication (31-33)	2 594,4	2 424,6	5 019,3
Commerce de gros (41)	790,6	606,9	1 397,5
Commerce de détail (44-45)	1 335,3	452,5	1 787,7
Transport et entreposage (48-49)	2 694,4	355,2	3 049,5
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	1 411,1	68,9	1 480,0
Finance et assurances (52)	933,5	1 369,5	2 303,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	1 457,5	612,1	2 069,6
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	691,4	281,5	972,9
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	16,3	2,3	18,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	454,3	107,4	561,7
Services d'enseignement (61)	x	x	1 778,8
Soins de santé et assistance sociale (62)	x	x	2 402,9
Arts, spectacles et loisirs (71)	405,8	2,1	407,9
Hébergement et services de restauration (72)	301,6	135,7	437,2
Autres services (sauf les administrations publiques) (81)	457,2	21,9	479,1
Administrations publiques (91)	9 934,5	–	9 934,5
Logements (U)	24 172,8	–	24 172,8
Total	**61 564,9**	**9 217,5**	**70 782,3**

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.*

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation.*
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, RMR de Montréal, perspectives 2012

Pays de contrôle	Immobilisations		
	Construction	Machines et équipement	Total
		M$	
Canada	**2 451,8**	**4 589,0**	**7 040,8**
Pays étrangers	**481,3**	**2 401,2**	**2 882,5**
États-Unis d'Amérique	242,8	1 046,6	1 289,3
Union européenne[1]	183,2	718,9	902,1
Autres pays	55,4	635,8	691,2
Total	**2 933,2**	**6 990,2**	**9 923,4**

1. Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation.*
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

investissements représentent 34,1 %, 41,4 % et 21,2 % des investissements totaux de ces pays au Québec.

Le secteur de la fabrication est celui où les investissements étrangers sont les plus importants dans la RMR de Montréal, avec des investissements de 812,7 M$ en 2012. Les investissements étrangers représentent ainsi 41,8 % de l'investissement total du secteur de la fabrication. Au sein de la fabrication, le secteur de la fabrication de produits chimiques, qui inclut la fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments, se démarque avec des investissements de 251,2 M$. Les secteurs de commerce de gros et de détail connaissent également une bonne progression entre 2010 et 2012.

Abréviations et signes conventionnels :

2010 : Données réelles
2011 : Données réelles provisoires
2012 : Perspectives

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage
–	Néant ou zéro
x	Donnée confidentielle

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source de données : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, 29 février 2012, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle, secteur de la fabrication[1], région métropolitaine de recensement

Secteur et sous-secteur	Pays de contrôle		
	Canada	Étrangers	Total
		M$	
Fabrication (31-33)	**1 130,4**	**812,7**	**1 943,2**
Fabrication d'aliments (311)	186,1	59,0	245,1
Fabrication de boissons et de produits du tabac (312)	x	x	x
Usines de textiles (313)	6,7	3,6	10,3
Usines de produits textiles (314)	3,9	0,3	4,3
Fabrication de vêtements (315)	14,1	0,3	14,4
Fabrication de produits en cuir et produits analogues (316)	x	x	x
Fabrication de produits en bois (321)	61,8	5,9	67,7
Fabrication du papier (322)	23,3	69,8	93,2
Impression et activités connexes de soutien (323)	82,0	10,1	92,1
Fabrication de produits du pétrole et du charbon (324)	x	x	106,8
Fabrication de produits chimiques (325)	73,4	251,2	324,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (326)	75,0	66,8	141,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques (327)	41,0	25,0	66,0
Première transformation des métaux (331)	13,1	71,8	85,0
Fabrication de produits métalliques (332)	78,3	39,2	117,5
Fabrication de machines (333)	54,3	16,2	70,5
Fabrication de produits informatiques et électroniques (334)	37,8	16,1	53,9
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (335)	9,3	33,9	43,3
Fabrication de matériel de transport (336)	145,5	64,1	209,6
Fabrication de meubles et de produits connexes (337)	18,0	1,6	19,6
Activités diverses de fabrication (339)	75,1	13,2	88,4

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.*

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation.*
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Investissement sous contrôle étranger : les données portant sur les investissements sous contrôle étranger, comme définis dans la publication « Investissements étrangers et nationaux au Canada » de Statistique Canada, se réfèrent aux dépenses en immobilisation des entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. La valeur de l'investissement correspond au coût d'acquisition des constructions neuves, des améliorations majeures et des machines et équipement.

Investissement direct étranger : les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présentées dans la publication « Bilan des investissements internationaux du Canada » de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément aux termes de la Loi sur Investissement Canada. Ces investissements peuvent être ou ne pas être des investissements directs étrangers ou des investissements sous contrôle étranger, selon la provenance et l'utilisation des fonds, lesquelles ne sont pas étudiées par Investissement Canada. Les statistiques d'Investissement Canada permettent uniquement de mesurer la fréquence des créations d'entreprises et des acquisitions d'entreprises au Canada par des non-résidents.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre les deux concepts (au sens de la comptabilité nationale). L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie (la formation brute de capital fixe, composante du produit intérieur brut selon la méthode des dépenses), alors que l'investissement direct étranger ne mesure que le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers (investissements directs étrangers, composante de la balance des paiements).

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue à coup sûr une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas s'il est financé par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques et du développement durable**.

Ont collaboré à la réalisation :
Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques économiques
et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Pour plus de renseignements :
Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante : **www.stat.gouv.qc.ca**

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2012

ISSN 1925-1807 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Institut de la statistique Québec